

débat *militant*

Lettre électronique animée par des militants du courant Démocratie révolutionnaire de la LCR

N° 105 11 mai 2006

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@lcr-debatmilitant.org | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Pour que les travailleurs soient en mesure d'utiliser la crise politique pour inverser le rapport de force
- Changer le monde, oui, mais comment ? Notre programme, la lutte des classes jusqu'au bout

Pour que les travailleurs soient en mesure d'utiliser la crise politique pour inverser le rapport de force

Trouvant la voix des grands élans indignés qu'il affectionne tout particulièrement, Hollande déclarait la semaine dernière devant l'Assemblée nationale : « *Je constate, le délitement, le délabrement, la déliquescence au sommet de l'État. Je suis attristé et soucieux de l'image de la France et de la crédibilité de l'État.* » Et le même Hollande demande la démission de Villepin tout en insistant sur sa volonté que soit respecté le calendrier électoral. Pas d'élection anticipée, dit-il, en invoquant son esprit républicain !

Hollande agit en homme d'État responsable vis à vis de l'ordre républicain, c'est-à-dire du pouvoir des patrons et des riches, de leur État. Et pourtant demander le départ de Villepin et de nouvelles élections anticipées pour mettre fin à un pouvoir illégitime, corrompu et discrédité ne relèverait pas d'une grande audace. Ne serait-ce pas là d'ailleurs la marque d'un authentique esprit républicain et démocratique, donner la parole au peuple ? Non, nous répond Hollande. Car leur république n'est pas celle du peuple mais bien celle de la minorité de privilégiés qui dirigent l'économie et au service desquels est l'État.

Hollande veut un État fort, crédible, capable de museler les classes populaires, de maintenir l'ordre. Depuis l'élection de Chirac le 5 mai 2002 grâce aux voix de toute la gauche, le PS est le principal facteur de stabilité s'efforçant avec le concours des directions des grandes confédérations syndicales de canaliser le mécontentement. Et aujourd'hui, loin d'accélérer la fin de celui qui fut au centre de la cohabitation droite-gauche inaugurée par Mitterrand, il temporise pour gérer une alternance tranquille. Loin de l'esprit de tous ces gens responsables l'idée de faire le moindre geste qui puisse encourager la contestation sociale et politique.

Le mouvement de la jeunesse les a contraints à aller bien plus loin qu'ils ne le souhaitaient, au point de soutenir un mouvement contre une loi votée par l'Assemblée. Aujourd'hui il ne leur faut surtout rien brusquer, aider le cours normal de la routine institutionnelle et parlementaire sans céder aux poussées de fièvre du mécontentement populaire.

Ils ont bien conscience que la crise politique qui déchire le sommet de l'État et qu'accentue l'affaire Clearstream n'est pas due aux seuls règlements de compte entre des ambitions rivales. Elle connaît des causes plus profondes, celles qui ont abouti au 21 avril 2002, le rejet par les classes populaires de la politique libérale, qu'elle soit menée par la droite ou par les sociaux libéraux.

C'est ce contexte politique, le poids de la politique du PS et des grandes confédérations syndicales, qui explique, pour une part, l'accalmie qui succède au succès du mouvement contre le CPE, une sorte de flottement, d'indécision, comme si le mouvement des jeunes avait été bien plus loin que l'ensemble des salariés ne se sentent aujourd'hui en capacité de le faire. Le mécontentement populaire est comme étonné de l'audace de la jeunesse, de son succès, laissant les mains libres aux appareils pour récupérer la mise, du moins dans un premier temps.

C'est aussi le temps du mûrissement, des clarifications, le temps pour ceux qui, dans la jeunesse et le monde du travail, ont milité pour la généralisation du mouvement contre la précarité et le chômage, de consolider leur liens, se regrouper, réfléchir aux moyens de préparer la prochaine montée des luttes dont personne ne connaît le rendez-vous, le temps pour dégager collectivement les enseignements du mouvement et de ses suites.

Ils sont la claire démonstration que les exigences de fond portées par le mouvement ne pourront être satisfaites que par un mouvement de l'ensemble du monde du travail pour les imposer, exercer sa pression, poser les jalons d'un véritable contrôle populaire.

Le gouvernement disqualifié aux yeux de l'opinion, déchiré en son propre sein, continue son offensive contre le monde du travail, sûr que ses adversaires parlementaires ou sociaux n'entendent nullement aggraver la crise.

L'Assemblée adopte la loi CESEDA de Sarkozy contre les travailleurs immigrés pour fournir au patronat une main d'œuvre « choisie », c'est-à-dire sans droit, fragilisée, précarisée tout en reprenant à son compte la démagogie de l'extrême droite. « *La France on l'aime ou on la quitte* » déclarait Sarkozy reprenant à son compte le slogan de Le Pen donnant l'occasion à ce dernier de dénoncer « les plagiaires ».

La gifle du retrait du CPE n'a pas fait abdiquer la droite et le patronat de continuer leur offensive avec en ligne de mire la remise en cause du contrat à durée déterminée pour imposer la généralisation de la précarité en mettant en pratique la flexi-sécurité.

Les profits se portent bien, les affaires aussi mais les tensions internationales, la hausse du prix du pétrole poussent le patronat à accentuer l'offensive. Face à la concurrence internationale, il leur faut maintenir la pression sur les salaires, sur les conditions de travail pour compenser la hausse du coût de l'énergie dont profitent essentiellement les trusts pétroliers. Pour que la hausse ne se répercute pas sur les prix, c'est à dire sur les profits, il faut en faire supporter les conséquences aux consommateurs et aux salariés, à l'ensemble des classes populaires.

Cette logique économique s'imposera à tout gouvernement qui ne serait pas en mesure de s'attaquer à la loi du profit, à l'économie de marché, c'est-à-dire à tout gouvernement respectueux des institutions et de la propriété capitaliste.

C'est pourquoi aujourd'hui, au lendemain du succès du mouvement des jeunes, il est nécessaire de regrouper tous ceux qui ont conscience qu'il y a bien un affrontement entre deux logiques irréconciliables, la logique des profits contre la logique des besoins de la population.

La question sociale, la question de la répartition des richesses et de qui en décide est bien la question politique clé. Et les luttes ne sauraient se limiter au seul terrain social, syndical. Cela ne veut nullement dire qu'elles doivent placer leurs espoirs dans les élections mais bien qu'elles doivent mener leur propre politique, une politique de classe indépendante de celles des partis parlementaires de la gauche. Les élections n'ont jamais changé la vie, de cela seules l'organisation et la mobilisation des travailleurs en sont capables.

La force du mouvement des jeunes qui lui a permis de gagner est justement d'avoir osé sortir des cadres traditionnels pour mener sa politique pour étendre le mouvement, militer pour la convergence des luttes, la solidarité jeunes-salariés, contester la légitimité du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Il a permis de nombreuses expériences locales riches de possibilités et il s'agit aujourd'hui d'aider au regroupement de tous ceux qui en ont été partie prenante, de continuer de faire vivre les liens qui se sont tissés autour de la perspective de préparer la nouvelle explosion de luttes dont est grosse la crise politique et sociale.

Ce regroupement, c'est une nouvelle force anticapitaliste représentant le monde du travail, armée de la volonté d'aller jusqu'au bout des possibilités des mobilisations sans en craindre les conséquences, c'est-à-dire de poser la question du pouvoir, qui dirige et décide.

Le lien entre la question sociale et la question politique est bien celui de la démocratie, le droit pour la population de contrôler la marche de l'économie de l'État, de décider en fonction des intérêts de la collectivité et non en fonction des intérêts d'une minorité capitaliste.

Yvan Lemaitre



Changer le monde, oui, mais comment ? Notre programme, la lutte des classes jusqu'au bout

Au cours des 25 dernières années, le capitalisme industriel et financier a étendu son emprise à l'ensemble de la planète, multipliant ses ravages, mettant à l'ordre du jour, de façon cruciale, la nécessité de « *changer le monde* ».

Pour la plupart de ses opposants, mouvement altermondialiste, gauche antilibérale, les méfaits de la « mondialisation » proviendraient du fait qu'elle est menée sous l'égide d'une idée dominante, le « *néo-libéralisme* » des tenants de la « *concurrence libre et non faussée* ». La mondialisation, qu'ils qualifient de « libérale » serait ainsi le fait d'un choix idéologique, d'un modèle de société. Pour schématiser, « *changer le monde* » demanderait la modification des « règles du jeu » au sein des États et des institutions comme par exemple l'OMC. La « mondialisation » pourrait changer de visage, fonctionner selon un autre modèle, « antilibéral », tous les aspects progressistes qu'elle contient en germe pourraient alors s'épanouir.

A l'opposé de ces perspectives de réforme, le projet de manifeste de notre organisation a pour ambition d'apporter une réponse révolutionnaire à cette question de « *changer le monde* ».

Répondre aux exigences politiques du moment demande que nous répondions de façon claire aux questions qui se posent de fait. La mondialisation libérale et impérialiste peut-elle se réduire au choix d'un « modèle de société » par une poignée de dirigeants impérialistes ? N'est-elle pas plutôt le résultat du jeu des contradictions qui agissent au cœur même de la société capitaliste, au cœur des rapports sociaux ? Le système capitaliste mondialisé est-il « amendable », des solutions « réformistes », « antilibérales », sont-elles envisageables, qui pourraient mettre un coup d'arrêt aux ravages de l'impérialisme ? Marx voyait dans l'évolution même du système capitaliste, dans l'évolution de ses contradictions, le creuset où se forment les forces qui changeront le monde. Cette perspective se vérifie-t-elle dans la mondialisation libérale et impérialiste ? Comment peut-on le mesurer ?

La mondialisation libérale et impérialiste, résultat de la lutte des classes

L'histoire de la « mondialisation », c'est l'histoire de la façon dont les trusts des pays impérialistes et leurs États ont fait face, au cours du quart de siècle passé, à la situation de crise de rentabilité à laquelle ils se sont trouvés confrontés à la fin des années 1970. La rentabilité des investissements financiers était tombée à des taux très bas, et c'est pour restaurer cette rentabilité que la bourgeoisie lançait, au début des années 80, dans tous les pays industrialisés, une offensive générale contre la classe ouvrière.

C'était le début d'une période, qui n'est pas terminée, au cours de laquelle il s'agissait, pour les États des pays impérialistes, de revenir sur toutes les concessions (salaires, protection sociale, droit du travail...) que

la bourgeoisie avait dû faire lors de la période précédente, sous la pression d'un rapport de force défavorable, alors qu'elle devait faire face aux révolutions de libération nationale. Cette politique, qualifiée de « libérale » parce qu'elle rompait avec la politique interventionniste que menaient les États dans la période précédente et théorisait le retour à la « libre concurrence », avait des raisons économiques bien précises : restaurer les profits en intervenant là où se créent les richesses, augmenter la plus-value en prenant sur les salaires.

Au moment même où elles démarraient l'offensive contre leurs propres salariés, les grandes puissances impérialistes instauraient la libre circulation des capitaux, puis celle des marchandises, à l'échelle mondiale (hors les pays du bloc de l'Est, regroupés autour de l'URSS et divers autres pays Chine, Cuba, Algérie...). Il s'agissait, sous l'égide du « libre échange », de restaurer les mécanismes du pillage des ressources minières et énergétiques, mais aussi, par la dette, le pillage financier, des anciennes colonies, promues au rang de « *pays en voie de développement* ». C'était aussi la possibilité, pour les entreprises des pays impérialistes, d'implanter des usines dans des pays pauvres, afin d'y exploiter une force de travail dont le coût était, et reste, considérablement inférieur à celui de leur propre pays. Ce sera la source d'une augmentation considérable des profits, et un moyen de pression très puissant pour contraindre la classe ouvrière des anciens pays industrialisés à se plier aux coups de l'offensive de la bourgeoisie. Menace de délocalisations, chômage chronique, flexibilité, casse de la législation sociale..., la mondialisation libérale et impérialiste, en mettant en concurrence sur le marché du travail les salariés du monde entier, donne aux capitalistes et aux gouvernements un formidable levier pour baisser le prix de la force de travail, tirer toujours davantage de plus-value de l'exploitation du travail salarié.

Les capitaux foisonnent et cherchent de nouveaux terrains où s'investir. Des pans entiers de l'économie qui échappaient à l'exploitation industrielle sont conquis, comme les services, la santé... La « *mondialisation du monde* » est au cœur même d'un système à la recherche permanente des meilleurs taux de profit.

Les trusts impérialistes deviennent des multinationales, mettant à profit les technologies de l'informatique et des réseaux pour étendre leur toile, par-dessus les frontières.

La prolifération des profits, la croissance économique galopante de pays comme la Chine ou l'Inde, semblent montrer que la grande bourgeoisie internationale a réussi à restaurer la rentabilité de ses investissements. Mais le capitalisme mondialisé n'échappe pas pour autant à ses contradictions.

L'accroissement de la puissance des multinationales, de leur nombre, accentue la concurrence qu'elles se livrent. Leur taille, le fait qu'elles s'étendent bien au-delà des frontières, déstabilise les États, et les rend pour la plupart impuissants à intervenir pour assurer un minimum de stabilité dans l'anarchie de la concurrence internationale.

L'approvisionnement en matières premières et des ressources énergétiques reste, pour les trusts impérialistes, une des préoccupations fondamentales. C'est un des enjeux essentiels de la politique internationale, du contrôle que continuent à exercer, au besoin par l'intervention militaire, les États impérialistes sur les sources de matières premières et de pétrole.

Les progrès technologiques sans précédents, la socialisation jamais atteinte de la production et des échanges permettraient de satisfaire l'ensemble des besoins de l'humanité. Sous le contrôle du capitalisme, ils se transforment en leur contraire, en forces destructrices. Tandis qu'une infime minorité de riches devient de plus en plus riches, la grande majorité de la population s'enfonce dans la misère.

Loin de résoudre les contradictions inhérentes au capitalisme, la mondialisation les reproduit à un niveau supérieur. La combinaison entre une concentration jamais atteinte du capital dans les multinationales et la libre concurrence à l'échelle internationale, donne à la mondialisation libérale et impérialiste une puissance destructrice sans précédent. C'est ainsi que s'exprime, avec toute sa violence, la contradiction entre l'appropriation privée et la socialisation croissante de la production des moyens de production et de subsistance.

Le capitalisme mondialisé n'est pas amendable

Peut-on s'appuyer sur ces évolutions du capitalisme, sur le niveau de socialisation atteint, dans le cadre des multinationales, pour le réguler, le débarrasser de ses aspects destructeurs ? Est-il envisageable de

s'appuyer sur les États nationaux pour reprendre le contrôle d'une économie « nationale », en réindustrialisant des zones sinistrées par le départ des capitaux vers des endroits plus prometteurs, en nationalisant les entreprises ? Est-il envisageable d'intervenir, par le biais de gouvernements « antilibéraux », dans les institutions internationales, comme l'OMC, pour changer la donne des relations économiques internationales ?

La mondialisation libérale et impérialiste a conduit la socialisation de la production des moyens de production et de subsistance à un niveau jamais atteint. Cette socialisation se fait de manière totalement anarchique et incontrôlée, non pour satisfaire les besoins humains, mais au gré des appétits d'actionnaires à la recherche du profit maximum. Elle a pour résultat de rendre chaque pays du monde dépendant des réseaux de production et d'échange mondialisés contrôlés par les multinationales.

C'est pourquoi, loin de les favoriser, le niveau atteint par cette socialisation rend illusoire toute réforme, tout retour en arrière dans le sens d'un contrôle étatique de l'économie « nationale », car une telle économie ne peut se soustraire aux lois internationales du marché, sur lequel elle entrera en concurrence avec des multinationales bien plus puissantes. Le niveau de socialisation est en contradiction avec le cadre étriqué des frontières nationales. Cela se constate dans le sens de l'affaiblissement du rôle des États sur le contrôle des entreprises dans le cadre des gouvernements « libéraux » ou « sociaux-libéraux » ; et cela garde toute sa réalité dans le cadre de gouvernements « antilibéraux », car cet affaiblissement n'est pas le fait de choix idéologiques, mais de l'évolution même du capitalisme.

Les contradictions entre le niveau de socialisation atteint par le système capitaliste et le cadre des frontières nationales rend illusoire toute perspective réformiste et met à l'ordre du jour la transformation sociale du monde. Le capitaliste mondialisé n'est pas amendable.

C'est dans les contradictions de la mondialisation libérale et impérialiste que se construisent les forces qui renverseront le capitalisme

La mondialisation libérale et impérialiste a contribué en quelques années à créer, dans une multitude de pays, une classe ouvrière industrielle nombreuse. Elle a mis en relation toutes les parties du monde, développant à un niveau inégalé la socialisation de la production des biens et des services, tandis que le capitalisme est devenu totalement parasitaire. Les bases matérielles pour une nouvelle société sont en place, c'est le résultat des progrès techniques et scientifiques accomplis grâce au travail humain malgré le parasitisme du capital.

Les acteurs mêmes de ces progrès sont les acteurs des transformations sociales et politiques à venir, la réappropriation par eux-mêmes des richesses qu'ils ont produites pour créer les conditions de leur utilisation pour le bien être de tous et le progrès de la culture.

La contradiction du capitalisme est au cœur de leur vie.

Pour les salariés des anciens pays industrialisés, le bilan de la mondialisation libérale et impérialiste, c'est 25 ans de reculs du pouvoir d'achat et des conditions de travail, de chômage. Mais ces 25 ans d'évolution de la situation sociale ont contribué à modifier considérablement la conscience des travailleurs, créant, après des années d'effondrement, les conditions de la renaissance du mouvement ouvrier, posant la question de l'émergence d'un parti pour le monde du travail.

Les débuts de la « mondialisation » coïncident, en France, avec l'arrivée au pouvoir de l'Union de la Gauche. C'est elle qui mènera, en même temps que Thatcher en Grande-Bretagne et Reagan aux USA, et en alternance avec la droite, l'offensive « libérale » contre la classe ouvrière, accompagnée par les syndicats ouvriers, CGT comprise. Cette situation a créé une rupture entre les partis de gauche et leur base électorale, la grande majorité des travailleurs. Le phénomène s'est étendu aux syndicats, désertés par les salariés. De fait, le mouvement ouvrier, organisé essentiellement autour du PC et de la CGT, s'est trouvé désorganisé.

Le mouvement de décembre 1995 marque le début d'un renouveau de la contestation sociale, sur un terrain de classe. Depuis, les salariés ont fait irruption, à plusieurs reprises, sur le terrain social et politique, avec leurs propres armes : ce sont les salariés du public, contre la réforme des retraites, en 2003, les lycéens

en 2005, les travailleurs de la SNCM contre la privatisation de leur entreprise. Le vote non au referendum, le 29 mai 2005, est une autre expression, sur le terrain électoral, de cette contestation sociale.

Dernier en date, le mouvement des étudiants contre le CPE, par les liens qu'il a su tisser avec le monde du travail, marque une nouvelle étape dans cette évolution. Au-delà de la contestation de la politique gouvernementale, à travers ces luttes, à travers leur évolution, c'est le pouvoir de la bourgeoisie qui est contesté. C'est-à-dire, fondamentalement, son droit de décider, au nom de la propriété privée, de la vie de populations entières.

Le mouvement contre le CPE n'était certes pas le début de la révolution. Mais les enjeux réels du débat social et politique ont été posés, concrètement, dans la pratique de la lutte de classe réelle. Les forces capables de la mettre en œuvre sont là, les travailleurs et les jeunes, avec leurs armes, la démocratie et l'unité.

En même temps que le mouvement nous donne la mesure des manques, il aide à la maturation des éléments de réponse en posant des jalons vers un regroupement de tous ceux qui ne veulent pas limiter leurs exigences et leurs luttes au cadre institutionnel, aller jusqu'au bout de la contestation sociale pour poser la question de la remise en cause du pouvoir de la bourgeoisie et de son État, en poussant la lutte des classes jusqu'au bout.

C'est cette perspective à laquelle notre manifeste doit contribuer à donner un programme. L'évolution de la société, de ses structures économiques, sociales et politiques dans le cadre de la mondialisation libérale et impérialiste démontre que cela ne peut-être qu'en continuité avec les idées socialistes et communistes, reprenant, pour comprendre le présent et se donner les moyens politiques d'intervenir dans les processus en cours, les raisonnements et les méthodes du matérialisme révolutionnaire.

Eric Lemel



N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler **débat***militant*. Merci.